



Appel d'offres

Office de traitement « Demandes de financement pour le remplacement du système de chauffage »

Donneur d'ordres : Département de l'environnement du canton de Schwyz
Office de l'environnement et de l'énergie



Donneur d'ordres :	Département de l'environnement du canton de Schwyz Office de l'environnement et de l'énergie Kollegiumstrasse 28 6430 Schwyz
Commande :	Examen des demandes de financement dans le cadre de l'aide financière au remplacement des systèmes de chauffage
Type de procédure :	Procédure ouverte dans le domaine des marchés publics, conformément à l'Accord sur les marchés publics (AMP). L'appel d'offres est effectué conformément au règlement de soumission du canton de Schwyz (Accord intercantonal sur les marchés publics du 25 mars 2001, SRSZ 430.120.1 et Ordonnance sur l'Accord intercantonal sur les marchés publics du 15 décembre 2004, SRSZ 430.130).
Soumission de l'offre :	Les soumissions doivent être effectuées sous forme électronique uniquement à l'adresse suivante energie@sz.ch avec pour objet « Offre Soumission Examen Demande de financement, nom de l'entreprise ». Un fichier PDF contenant tous les documents et les signatures électroniques requises ainsi que le fichier original des pièces jointes (Microsoft Excel) doivent être joints.
Date limite de soumission :	2 août 2021, 12h00 (date et heure de réception dans la boîte de réception de l'adresse e-mail energie@sz.ch faisant foi). Un accusé de réception sera envoyé pour chaque offre entrante.
Ouverture des offres :	L'ouverture des offres n'est pas ouverte au public. Après l'acceptation de l'offre, tous les soumissionnaires auront accès au protocole d'ouverture des plis.

Sommaire

1.	Introduction.....	4
2.	Informations sur la procédure.....	4
2.1.	Donneur d'ordres	4
2.2.	Type de procédure.....	4
2.3.	Documents de l'offre	4
2.4.	Réserve	4
2.5.	Informations pendant la phase d'offre et le test du système informatique.....	4
2.6.	Soumission des offres	5
2.7.	Ouverture de l'offre	5
2.8.	Dates	5
2.9.	Caractère contraignant des offres.....	5
2.10.	Langue.....	5
2.11.	Communautés de soumissionnaires.....	5
2.12.	Sous-traitant (sous-traitance).....	5
2.13.	Lieu de prestation de services	5
2.14.	Division en lots / plusieurs achats	6
2.15.	Offres partielles.....	6
2.16.	Variantes	6
2.17.	Critères d'éligibilité	6
2.18.	Critères d'attribution.....	8
2.19.	Exclusion et exigences formelles	9
2.20.	Négociations.....	9
2.21.	Réserve	9
2.22.	Conditions spécifiques.....	9
2.23.	Conditions de paiement / inflation	9
3.	Projet	10
3.1.	Objectifs.....	10
3.2.	Tâches du centre de traitement	10
4.	Exigences relatives au contenu de l'offre	12
4.1.	Procédure et services	12
4.2.	Organisation du projet et équipe.....	12
4.3.	Prix	12
4.4.	Durée de la mission	12
4.5.	Liste des documents à soumettre	13
4.6.	Santé et sécurité au travail/contrats de travail généraux.....	13
4.7.	Droit applicable	13
5.	Pièces-jointes.....	13

1. Introduction

Avec le Programme Bâtiments, en vigueur depuis 2010, la Confédération et les cantons visent à réduire sensiblement les besoins énergétiques et donc les émissions de CO₂ du parc immobilier suisse. Le Programme Bâtiments est un pilier important de la politique énergétique et climatique suisse. Le Programme Bâtiments est financé par des fonds partiellement affectés provenant de la taxe sur le CO₂ et des financements cantonaux. Des aides sont disponibles, par exemple, pour l'isolation thermique de l'enveloppe du bâtiment, le remplacement de systèmes de chauffage fossiles ou électriques par des systèmes de chauffage utilisant des énergies renouvelables ou par le raccordement à un réseau de chaleur, les rénovations globales ou par étapes à haute efficacité énergétique et les nouvelles constructions au standard Minergie-P. Les cantons déterminent individuellement quelles mesures ils vont promouvoir et à quelles conditions. La base en est le modèle de financement harmonisé des cantons (HFM 2015).

Cet appel d'offres pour l'évaluation des demandes de financement concerne les modules de financement du remplacement des systèmes de chauffage et de la production d'eau chaude (M-02 à M-08 selon HFM2015) pour les demandes reçues dans le canton de Schwyz.

2. Informations sur la procédure

2.1. Donneur d'ordres

Département de l'environnement du canton de Schwyz
Office de l'environnement et de l'énergie
Kollegiumstrasse 28
6430 Schwyz

2.2. Type de procédure

Procédure ouverte dans le domaine des marchés publics, conformément à l'Accord sur les marchés publics (AMP). L'appel d'offres est effectué conformément au règlement de soumission du canton de Schwyz (Accord intercantonal sur les marchés publics du 25 mars 2001 et Ordonnance sur l'Accord intercantonal sur les marchés publics du 15 décembre 2004).

2.3. Documents de l'offre

Outre le présent appel d'offres, les documents suivants sont disponibles pour la présentation des offres :

- Modèle de financement harmonisé des cantons 2015, version septembre 2016 (annexe n° 1)
- Projet de convention à l'exemple du canton de Schwyz (annexe n° 2)
- Formulaires (Annexes n° 3 à 7)

2.4. Réserve

Le marché est attribué sous réserve de l'approbation du crédit par le Conseil cantonal.

2.5. Informations pendant la phase d'offre et le test du système informatique

Les questions peuvent être soumises au plus tard le **16 juillet 2021**, par écrit, par courriel à l'adresse suivante energie@sz.ch avec pour objet « Questions Soumission Programme de financement pour le remplacement des systèmes de chauffage, nom de l'entreprise ». Le soumissionnaire est responsable

de l'arrivée des questions en temps voulu. Un accusé de réception sera envoyé pour chaque question entrante. Les questions reçues après le 16 juillet 2021 ne recevront pas de réponse. Les questions des offrants recevront une réponse écrite d'ici le 21 juillet 2021. Les questions et les réponses correspondantes seront mises à la disposition de tous les soumissionnaires de manière anonyme.

Le système informatique peut être testé dans l'environnement d'essai à partir du 10 mai 2021. Les données d'accès peuvent être obtenues à l'avance en envoyant un e-mail à energie@sz.ch avec l'objet « Questions Soumission Programme de financement pour le remplacement du système de chauffage, nom de l'entreprise ».

2.6. Soumission des offres

L'offre doit être soumise avant le **2 août 2021, 12h00**, avec pour objet « Offre Soumission Enveloppe de bâtiment, Nom de l'entreprise » exclusivement sous forme électronique à energie@sz.ch. Un fichier PDF fusionné contenant tous les documents et les signatures requises sous la forme de la signature électronique simple (EES) ainsi que le fichier original des pièces jointes (Microsoft Excel) doivent être joints.

2.7. Ouverture de l'offre

L'ouverture des offres n'est pas ouverte au public. Après l'acceptation de l'offre, tous les soumissionnaires auront accès au protocole d'ouverture des plis.

2.8. Dates

Les dates suivantes s'appliquent à la phase d'offre :

- Soumission des offres : 2 août 2021, 12:00
- Ouverture des offres : 3 août 2021, 10:00
- Décision d'attribution prévisionnelle : 16 août 2021

La date prévue pour l'entrée en fonction des mandataires est le 1er janvier 2022.

2.9. Caractère contraignant des offres

6 mois ou, en cas de recours, jusqu'à ce qu'une décision juridiquement contraignante ait été prise.

2.10. Langue

La langue de la procédure est l'allemand. Les offres doivent être rédigées en allemand.

2.11. Communautés de soumissionnaires

Les communautés de soumissionnaires ne sont pas autorisées.

2.12. Sous-traitant (sous-traitance)

La sous-traitance n'est pas autorisée.

2.13. Lieu de prestation de services

Des contrôles aléatoires sont effectués sur place dans le canton de Schwyz. Les examens de candidature sont indépendants du lieu. Les livraisons postales doivent pouvoir être effectuées en Suisse.

2.14. Division en lots / plusieurs achats

Aucune division en lots n'est envisagée.

2.15. Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas autorisées.

2.16. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.17. Critères d'éligibilité

Les conditions d'éligibilité suivantes s'appliquent pour les soumissionnaires :

Domaines	Compétences requises et justificatifs
Organisation	<ul style="list-style-type: none">– Les compétences organisationnelles doivent être démontrées au moyen d'un organigramme lié au projet et d'un certificat QM ou d'une brève description du système QM propre.– Les compétences nécessaires à la réalisation efficace de l'examen de la demande doivent être démontrées au moyen d'une description du processus (→ Annexe n° 7 « Calcul »).– Les compétences dans le traitement des projets concernant le remplacement des systèmes de chauffage doivent être prouvées.– La personne-clé du soumissionnaire doit être autorisée pour le « contrôle privé dans le canton de Schwyz » dans le domaine He (systèmes de chauffage).– Un interlocuteur central, y compris un suppléant pour les clients, est défini.– Compréhension des tâches et analyse de la mission.
Connaissances du secteur	<ul style="list-style-type: none">– Compétences techniques dans le domaine de « l'énergie dans la construction de bâtiments ». (→ Annexes n° 3 « Référence Entreprise », 5 « Personnes clés » et 7 « Calcul »).– La compétence pour effectuer les contrôles d'exécution doit être démontrée sur la base du domaine d'activité et sur la base de deux références de l'entreprise. (→ Annexe n°3 « Référence Entreprise »).– Des connaissances solides de la législation des normes et des directives nationales et cantonales en matière d'énergie et de CO₂ ainsi que des connaissances des processus

	<p>politiques de l'administration (commune, cantons, Confédération) doivent être démontrées sur la base du domaine d'activité.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Les compétences pour l'exploitation d'un centre d'information doivent être démontrées sur la base du domaine d'activité.
Performance et flexibilité	<ul style="list-style-type: none"> – Des ressources suffisantes en personnel, basées sur l'hypothèse d'environ 800 demandes par an (cf. tableau n° 4.3), doivent être démontrées sur la base des informations sur l'entreprise et les personnes clés (→ Annexes n° 4 « Informations sur l'entreprise » et 5 « Personnes clés ») – Il doit être possible d'absorber les fluctuations saisonnières du nombre de demandes. Il faut démontrer comment ces fluctuations peuvent être absorbées en termes de personnel (description de la manière dont les ressources sont gérées).
Langue	<ul style="list-style-type: none"> – La connaissance de la langue allemande - parlée et écrite - pour le fonctionnement du centre de traitement et d'information sur la base des informations sur l'entreprise et le personnel employé doit être prouvée (→ Annexes n° 4 « Informations sur l'entreprise » et 7 « Calcul »). De très bonnes compétences linguistiques en allemand des personnes clés doivent être prouvées (→ Annexe n° 5 « Personnes clés »).

Tableau 1: Compétences requises et justificatifs

Le client se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur les références ou d'obtenir des informations supplémentaires sur les références. Les mêmes projets de référence peuvent être utilisés plusieurs fois. Les références doivent fournir des informations sur le client, le type de contrat et le volume du contrat.

2.18. Critères d'attribution

Critères	Sous-critères/justificatifs
Qualification et expérience du personnel clé (2 personnes)	<ul style="list-style-type: none"> – Expérience dans le domaine du conseil en énergie et de la planification énergétique, par exemple en tant que consultant en matière d'impulsion « chauffage renouvelable » et/ou expert CECB. Une référence de chaque « consultation d'impulsion » ou d'un CECB-Plus (avec rapport de consultation) des personnes clés avec les détails de la mission (→ Annexe n° 5 « Personnes clés »). – Expérience dans le conseil aux propriétaires de bâtiments en matière d'améliorations énergétiques. Une référence d'une « consultation sur l'énergie » des personnes clés avec les détails de la mission (→ Annexe n° 5 « Personnes clés »). – Expérience de l'examen de documents de projet, de la réalisation d'inspections de mise en œuvre et du fonctionnement d'un centre d'information. – Formation particulièrement qualifiante pour l'activité (→ Supplément n° 5 « Personnes clés »).
Prix	<ul style="list-style-type: none"> – Honoraires pour le traitement des demandes M-02 à M-08 par dossier traité, hors TVA, y compris les frais et dépenses annexes. Les dépenses pour le contrôle de l'exécution, le centre d'information et le stockage temporaire des documents pendant un an dans chaque cas sont à prendre en compte dans le forfait de l'affaire (→ Annexe n° 6 « Offre »). – Calcul avec les étapes de travail énumérées dans les documents au point 3.2 (→ Annexe n° 7 « Calcul »).
Qualité de l'organisation du projet	<ul style="list-style-type: none"> – Adéquation de l'organisation du projet et des capacités du personnel en ce qui concerne le traitement qualitativement bon et opportun des demandes de financement et des contrôles de mise en œuvre ainsi que la gestion du centre d'information. – Traitement et expérience des activités de masse, par exemple l'examen des demandes de financement. – Manipulation et flexibilité en cas de fluctuations du nombre de demandes soumises. – Procédure/organisation des contrôles aléatoires dans les cantons.

Tableau 2: Critères d'attribution

Les critères d'attribution sont pondérés comme suit :

Critères	Pondération
Qualification et expérience du personnel clé (chef de projet, administrateur)	40 %
Prix	30%
Qualité de l'organisation du projet	30%

Tableau 3: Pondération

La fourchette de prix pour l'évaluation du prix est déterminée après l'ouverture de l'offre.

2.19. Exclusion et exigences formelles

Les exigences formelles suivantes doivent être respectées :

- Offre complète sous forme électronique comprenant les pièces jointes demandées et les signatures requises. Un fichier PDF fusionné contenant tous les documents et les signatures juridiquement contraignantes requises ainsi que le fichier original des pièces jointes (Microsoft Excel) doivent être joints.
- Autodéclaration signée (partie de l'annexe n° 4 « Informations sur l'entreprise ») et offre de prix signée électroniquement par le soumissionnaire (annexe n° 6 « Offre »).
- Le formulaire d'offre (annexe 6 « Offre ») et l'autodéclaration (partie de l'annexe 4 « Informations sur l'entreprise ») ne peuvent être modifiés.
- Si aucun formulaire n'est fourni, les explications et les justificatifs sont consignés dans un rapport. Celui-ci ne doit pas dépasser **sept pages A4**. La page de titre, l'en-tête et la table des matières ne sont pas inclus.

2.20. Négociations

Les négociations sur le prix, les réductions de prix et les modifications connexes du contenu du service sont exclues.

2.21. Réserve

L'étendue des travaux spécifiés dans cet appel d'offres dépendra du nombre de demandes de financement reçues. Il n'y a donc pas de droit à un nombre minimum de demandes à traiter.

2.22. Conditions spécifiques

L'élaboration de l'offre est effectuée sans rémunération. Les pièces jointes soumises sont confidentielles et ne peuvent être utilisées que dans le cadre de l'offre.

2.23. Conditions de paiement / inflation

La facturation est effectuée trimestriellement en fonction du nombre de demandes traitées. 70 % de la somme forfaitaire est accordée après l'approbation ou le rejet de la demande de financement et 30 % de la somme forfaitaire est accordée après le paiement ou le rejet de la demande de financement. Le soumissionnaire détaille les cas traités. Le délai de paiement est de 30 jours. Une adaptation au coût de la vie peut être effectuée tous les deux ans, à compter du 1er janvier 2024.

3. Projet

3.1. Objectifs

L'objectif de la mission est d'examiner les demandes de financement y compris la réalisation dans le cadre du remplacement du système de chauffage ou de la préparation d'eau chaude (système solaire thermique) conformément au Programme Bâtiments (M-02 à M-08 selon HFM 2015).

3.2. Tâches du centre de traitement

La mission comprend :

- Réception des demandes (par voie électronique et/ou sur papier) via le système informatique des cantons (portail web pour la saisie et base de données pour la vérification des demandes). Le centre de traitement se verra offrir une formation gratuite après l'attribution du prix.
- L'examen matériel des demandes, y compris le contrôle de plausibilité des données, est effectué en permanence dans le système informatique mis gratuitement à disposition par le canton, de sorte que ce dernier dispose en permanence d'une vue d'ensemble actualisée de l'état des différentes demandes. Les étapes de travail doivent être commentées dans la plateforme de manière continue et compréhensible pour les tiers (correspondance électronique, motifs et type de demandes ultérieures, autres points déterminants pour l'évaluation de la demande).
- Vérifier que les demandes sont complètes et conformes aux exigences (exigences techniques, délais, etc.). Demande d'informations et de documents manquants.
- Délai de traitement des demandes : Décision dans les quatre semaines suivant la mise à disposition de tous les documents.
- Recommandation d'engagements ou de refus de contribution à l'attention de l'Office de l'énergie du canton de Schwyz.
- Maintenir le principe du double contrôle dans l'examen des demandes.
- Rappel aux candidats les dates limites qui arrivent à échéance (par exemple, la date limite de soumission des documents de candidature, la date limite de soumission du formulaire de clôture, etc.)
- Examen du formulaire de clôture avec contrôle de plausibilité des informations et des pièces jointes (par exemple, les copies des factures des travaux effectués).
- Recommandation de paiement de la contribution ou rejet à l'attention du service cantonal de l'énergie.
- Collaboration étroite avec l'office de l'énergie du canton de Schwyz (Office de l'environnement et de l'énergie).
- Soutien substantiel dans le traitement des recours contre les garanties ou les refus de contributions en concertation avec le canton. Le temps et l'effort nécessaires seront rémunérés séparément au taux horaire indiqué en sus (annexe n° 6 « Offre »).
- Exécution du contrôle de la mise en œuvre conformément aux exigences du modèle de financement harmonisé des cantons (HFM2015) avant le versement final. Les contrôles de mise en œuvre doivent être effectués sur place pour au moins 5 % des installations financées, dont 25 % de toutes les demandes dont le financement est supérieur à 100 000 francs. Chaque examen doit être enregistré et saisi dans le système informatique.

- Le traitement des demandes et les informations sont fournis en allemand.
- Répondre aux demandes de renseignements téléphoniques et aux courriels concernant les demandes de financement, et fournir des informations initiales sur les questions générales relatives au financement de la mesure examinée. Les informations sur les problèmes liés à l'informatique ne font pas partie de l'appel d'offres, mais seront fournies par l'opérateur de la plate-forme informatique. (L'expérience montre que les appels téléphoniques et les courriels peuvent être traités dans les 15 minutes).
- Le centre de traitement est joignable par téléphone et par e-mail au moins les jours ouvrables de 09.00 à 11.30 et de 13.30 à 17.00.
- Fourniture d'informations à l'office de l'énergie du canton de Schwyz.
- Construction et exploitation de l'infrastructure du bureau.
- Conservation des documents de demande existants sous forme papier chez le contractant jusqu'à ce que la demande soit terminée.
- Une fois par an, le mandataire transfère les dossiers clos aux archives cantonales et conserve les dossiers des demandes correspondantes.
- Les engagements des demandes de financement sont valables pour deux ans et peuvent être prolongés jusqu'à un maximum de cinq ans. Pour cette raison, même après la fin de la relation contractuelle ou si aucune nouvelle demande de financement n'est reçue, les demandes de financement en cours doivent être traitées jusqu'à leur conclusion. L'ensemble de l'infrastructure, y compris le personnel correspondant, doit donc continuer à être entretenu dans la mesure nécessaire pendant une durée maximale de 60 mois.

4. Exigences relatives au contenu de l'offre

L'offre concerne l'examen des demandes de financements dans le cadre du remplacement d'un système de chauffage ou d'une préparation d'eau chaude (M-02 à M-08 selon HFM2015) pour les demandes entrantes dans le canton de Schwyz.

4.1. Procédure et services

L'offre doit décrire la procédure d'exécution de la mission. En particulier, une description significative du processus de traitement des demandes est attendue (analyse des commandes, description du processus).

4.2. Organisation du projet et équipe

Les rôles, les responsabilités et les compétences essentielles des personnes clés impliquées dans l'accomplissement du mandat doivent être décrits (→ Annexe n° 5 « Personnes clés »). Le détail du personnel à employer pour l'exécution des travaux est fixé à l'annexe n° 7 « Calcul ».

Si de nouveaux employés doivent être recrutés, des informations doivent être fournies sur les profils de poste (notamment les qualifications) et la disponibilité (pourcentage de postes dans le cadre du contrat) des personnes concernées.

4.3. Prix

Il n'est pas possible de prévoir le nombre exact de demandes et de requêtes pour le calcul du taux forfaitaire par cas. 200 demandes M02 - M08 ont été reçues au cours du 1er trimestre 2021. On peut donc s'attendre à 600 à 800 demandes par an.

En fonction de la conception de la politique de financement dans les années à venir, un changement du nombre de demandes est possible en raison de l'évolution financière. Le soumissionnaire doit avoir la capacité organisationnelle et les moyens de réagir rapidement aux fluctuations du nombre de demandes. Le pouvoir adjudicateur **ne** garantit **aucune quantité minimale ou maximale**.

Le soumissionnaire doit proposer un prix fixe par examen de demande (calcul mixte). Ce montant forfaitaire comprend tous les salaires, les frais de bureau et les frais annexes ainsi que les dépenses. La TVA est compensée séparément.

4.4. Durée de la mission

La période d'exécution par le mandataire s'étend du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022. Aucune nouvelle demande ne sera acceptée après la fin du contrat. Les demandes en attente seront traitées dans les meilleurs délais.

Il est toutefois possible de prolonger la prestation de services au-delà de la date susmentionnée. La condition préalable à une extension est que le canton dispose des ressources financières nécessaires à la promotion. Le donneur d'ordres notifie au mandataire l'exercice ou le non-exercice de l'option en temps utile (trois mois avant l'expiration de la relation contractuelle). Le mandataire n'a pas droit à une prolongation du contrat.

La résiliation d'un contrat de gré à gré est possible à tout moment moyennant un préavis de trois mois.

Le droit de résilier le rapport contractuel sans préavis pour des raisons particulières (caractère déraisonnable de la poursuite du contrat) est expressément réservé. Les droits à des dommages et intérêts pour cause de résiliation intempestive du contrat restent réservés.

En tout état de cause, la durée du contrat, avec ses prolongations, est limitée à un maximum de trois ans.

4.5. Liste des documents à soumettre

- Rapport : Analyse du contrat, description du processus, description de l'organisation du projet, traitement des ressources, explication des performances, domaine d'activité de l'entreprise, etc. (max. 7 pages DIN A4)
- Références Entreprise (annexe n° 3)
- Informations sur l'entreprise avec autodéclaration (Annexe n° 4)
- Personnes clés avec références (annexe n° 5)
- Offre complétée et dûment signée (annexe n° 6)
- Calcul avec les étapes du processus et les employés utilisés (annexe n° 7)
- Extrait du registre du commerce avec les pouvoirs de signature
- Organigramme de l'entreprise
- Organigramme lié au projet
- Certificat QM ou description de son propre système QM
- Certificat d'assurance (responsabilité professionnelle)

En soumettant l'offre, la société soussignée confirme l'exactitude des informations fournies et déclare expressément son accord avec les termes et conditions de l'offre.

4.6. Santé et sécurité au travail/contrats de travail généraux

La/le soumissionnaire s'engage à respecter les réglementations applicables en matière de santé et de sécurité ainsi que les termes et conditions des conventions collectives de travail, des contrats de travail standard ou, en l'absence de ceux-ci, les réglementations habituelles du secteur d'activité applicables sur les lieux où le travail est effectué. Elle/il déclare qu'il est prêt à fournir des justificatifs dans le délai imparti si on le lui demande.

4.7. Droit applicable

Le droit suisse est applicable à cette procédure ainsi qu'au contrat à conclure.

5. Pièces-jointes

Annexe 1 :	Modèle de financement harmonisé des cantons 2015 (version de sept. 2016)
Annexe 2 :	Ébauche du contrat
Annexes 3 - 7 :	Formulaires dans le fichier Microsoft Excel